



WILLIAM REILLY

Président de la fondation Climate Works, président émérite du WWF, ancien administrateur de l'Agence fédérale de protection de l'environnement

Narendra Taneja, PDG de la World Oil & Gas Assembly (WOGA)

Je souhaiterais poser une question à William. Lorsque vous examinez aujourd'hui le lien entre population et santé, vous pouvez le faire en particulier du point de vue de la zone géographique qui accueille la majorité des êtres humains de la planète : l'Asie, l'Amérique latine et l'Afrique. Comment prenez-vous cela en considération et quelle importance cela a-t-il en matière de gouvernance mondiale ? Pensez-vous encore que nous ayons besoin de la gouvernance mondiale sur ces sujets ? Parfois, ceci est abordé plus localement, même dans le contexte de pays comme l'Inde et la Chine, par exemple. Comment la gouvernance mondiale peut-elle devenir pertinente et jouer un rôle pour rapprocher un peu les points de vue sur ces questions comme la santé et la population ?

William Reilly

Je pense qu'il convient de féliciter les organisateurs de la conférence qui ont rapproché ces sujets. Jusqu'alors, le changement climatique était rarement abordé en mettant l'accent sur ses immenses conséquences par rapport à ces questions. Pour ce qui est de la gouvernance mondiale, il ne fait aucun doute que le problème du climat ne sera abordé qu'à l'aide d'une sorte de mécanisme gouvernemental. Il pourrait se manifester sous la forme d'un traité international que nous recherchons sans succès depuis maintenant vingt ans.

Cependant, la réalité de Copenhague et de son échec, car il s'agissait d'un échec par rapport aux buts importants qui étaient visés, doit nous enseigner quelques leçons. Tout d'abord, le processus même était déficient: l'accord a été bloqué par la Bolivie, Cuba, le Venezuela et l'Arabie saoudite, ce qui en dit long sur le processus exigeant l'unanimité dans ce type de négociation. En second lieu, les pays qui étaient le plus ouverts et le plus disposés à s'engager avaient, dans leurs délibérations internes, convenu de le soutenir. Ils comprenaient la manière dont leur croissance et développement économiques pouvaient être renforcés en s'acheminant vers un meilleur rendement carbone pour les automobiles ainsi que vers des appareils plus performants. Ils avaient une protection contre la déforestation. Ces pays étaient prêts à s'engager. La plupart d'entre eux n'étaient pas prêts à prendre des obligations légales contraignantes au niveau international.

Cependant, il existe des pays comme la Chine, qui est exemplaire avec ses 45 % d'amélioration de son économie énergétique. Ces pays avaient pris tellement de mesures nationales pour parvenir à ce résultat, qu'ils ont clairement énoncé ne pas vouloir prendre cet engagement au niveau international. Ils allaient tout simplement poursuivre sur le même chemin, sans tenir compte de la situation internationale. Le Mexique a pris des engagements forts ; je pense qu'il s'agit même du premier pays en développement à avoir pris un engagement chiffré ; un engagement contraignant, par rapport à ses intentions. Il a lui aussi instauré un débat, sous la direction d'un président très actif, impliqué et averti.

La leçon que je retire de cela est qu'il faut une chose sur la voie de la future gouvernance mondiale. Les scientifiques m'ont dit, lorsque j'ai pris mon poste à l'Agence de protection de l'environnement, que le changement climatique était



l'une des quatre grandes menaces touchant notre système. La voie à suivre est le développement de mesures politiques intérieures qui renforcent à la fois le développement économique et l'efficacité énergétique. Je pense que cela sera plus facile à faire étant donné que certaines conséquences du changement climatique se manifestent. Ces conséquences ne seront pas agréables.

Jean-Pierre Elkabbach, Président, Lagardère News

William Reilly, j'ai vu que vous vous êtes engagé dans tous ces combats depuis très longtemps, depuis l'administration de George Bush père. Vous avez connu de près la plupart des Présidents des Etats-Unis. Est-ce que vous sentez une progression dans la connaissance et la conscience générale ? En 2008, vous disiez : « Il n'y aura pas de loi sur les réchauffements climatiques avant 2010 ». Vous vous souvenez ? Deux ans après, quel jugement portez-vous ? Est-ce que vous avez été trop optimiste ou vous vous dites que le chemin sera encore long ?

William Reilly

La seule source d'optimisme en Amérique à l'heure actuelle, est le consensus grandissant selon lequel nous ne parvenons pas à nous gouverner nous-mêmes et qu'en conséquence, la gouvernance mondiale pourrait mieux perçue et mieux accueillie que par le passé. La vérité, c'est que toute forme de gouvernance qui serait désirée par les Etats-Unis est probablement plus hors de portée maintenant qu'elle ne l'était il y a quelques années. On aurait pu penser que l'administration Obama, étant donné la popularité du président au Congrès, allait avancer dans ce sens. Cela s'est révélé impossible ; la situation économique l'explique en partie. Cependant, je dois dire que je ne le prévois pas.

Jean-Pierre Elkabbach, Président, Lagardère News

Vous voulez dire que c'est un espoir avec l'arrivée d'Obama qui est déçu ou qui est momentanément déçu ?

William Reilly

Je pense qu'en fin de compte, les Etats-Unis vont prendre conscience des conséquences de la montée du niveau de la mer. Cela se fera particulièrement sentir en Floride, en Alaska, en Californie et dans d'autres Etats. Cependant, je ne vois pas venir de consensus politique à court terme qui soit susceptible de nous amener un quelconque engagement dans le cadre d'un traité.